

INTERNATIONAL

JOURNÉE DES FEMMES

CAHIER THÉMATIQUE H > LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 MARS 2015



Quand austérité rime avec recul de l'égalité

Page H 2



Un jalon important de l'histoire des femmes

Page H 8



JEN GRANTHAM THINKSTOCK

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

Une grande mobilisation contre la mondialisation

La Journée des femmes, le 8 mars prochain, marque aussi le lancement de la quatrième Marche mondiale des femmes. Initié par le mouvement féministe québécois en l'an 2000, l'événement se décline à l'international et a pour but, tous les cinq ans, de mettre un coup de projecteur sur la réalité des femmes tout autour de la planète. Au programme, colloques, ateliers d'éducation populaire, actions éclairs et, pour terminer, un grand rassemblement final à Trois-Rivières, le 17 octobre prochain.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Libérons nos corps, notre terre et nos territoires! Après trois premières éditions destinées à sensibiliser les populations à la pauvreté, aux violences faites aux femmes et aux conséquences pour elles de l'augmentation de la militarisation et de la criminalisation, les réflexions portent cette fois sur l'accaparement de la nature et l'appropriation des revenus par un petit nombre, et leurs effets sur le droit des travailleuses et le contrôle du corps et de la vie des femmes. Le but: démontrer les impacts concrets des différents systèmes d'oppression, tels que le capitalisme, le patriarcat, le racisme, l'hétérosexisme ou encore le colonia-

lisme, sur les femmes au Québec et ailleurs dans le monde, tout en mettant de l'avant les formes de résistance qui s'organisent et les solutions qui se développent un peu partout.

«Les politiques d'austérité touchent particulièrement les femmes, assure Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), organisme à l'origine de cette marche mondiale. Parce que les emplois perdus le sont principalement dans des secteurs occupés par les femmes. Parce que lorsqu'on augmente les tarifs ou que l'on coupe dans des services, ce sont elles qui prennent le relais et qui augmentent leur temps de travail non rémunéré. Parce que tout autour de la planète, ce sont elles qui sont les plus pauvres, elles subissent de manière plus marquée les changements climatiques.»

M^{me} Conradi explique par exemple que lorsqu'une tempête survient à New York, ce ne sont pas les riches qui vivent dans les tours de Manhattan qui en subissent les conséquences, mais plutôt celles qui logent dans des taudis et qui tentent tant bien que mal de faire manger leurs enfants.

«Plus près de nous, ajoute-t-elle, on sait par exemple que lors du déluge du Saguenay, les violences faites aux femmes ont augmenté. Dès qu'il y a un désordre social, quel qu'il soit, les femmes sont en première ligne et en subissent de plein fouet les effets.»

Au programme de la première journée d'action demain, une marche organisée par l'association Femmes de diverses origines, contre le mensonge de l'austérité et de la destruction environnementale.

«Cet organisme regroupe de nombreuses femmes de couleur et/ou immigrantes, explique la présidente de la FFQ. Elles ont une connaissance, autant du vécu et de l'oppression subis par les femmes ici que des conflits, de la pauvreté, des luttes des femmes dans les pays du Sud. On est donc vraiment heureuses de se joindre à leur marche.»

Un événement qui sera précédé dans la mati-

née par une action éclair. Le lieu est tenu secret, mais il s'agira de former un mur de femmes en opposition aux oléoducs et à l'arrivée des sables bitumineux. Un geste auquel l'Association des femmes autochtones, dont sa présidente Viviane Michel, également co-porte-parole de la Marche des femmes, compte bien se joindre.

«Les femmes autochtones se positionnent au niveau de la défense de l'environnement et de la préservation de leur territoire, explique-t-elle. Nos membres réagissent, se mobilisent, interviennent lorsqu'il y a des projets de développement sur leurs terres. Lorsqu'il y a extraction d'hydrocarbures, notamment. Nous sommes dans une démarche de résistance parce que nous sommes véritablement attaquées.»

Elle rappelle ainsi que partout où les minières s'installent, les cas de viols et d'agressions sexuelles augmentent. Que l'industrie du sexe se développe et que les femmes autochtones s'y retrouvent faute d'autres options. Mais M^{me} Michel souligne également que ses membres participent à cette marche mondiale dans le but surtout de braquer les projecteurs

VOIR PAGE H 8 : MOBILISATION

PARCE QUE L'AUSTÉRITÉ FRAPPE LES FEMMES
AU CŒUR DE LEUR QUOTIDIEN, DE LEURS ACQUIS, DE LEURS DROITS.

LA FTQ, SOLIDAIRE POUR L'ÉGALITÉ!

www.femmes.ftq.qc.ca
www.facebook.com/ccf.ftq



Plus de 600 000 membres,
dont plus de 200 000 femmes

JOURNÉE DES FEMMES

Quand austérité rime avec recul des femmes

Une étude de l'IRIS montre que l'analyse différenciée selon les sexes n'est pas appliquée par Québec

FRÉDÉRIQUE DOYON

Vivement l'analyse différenciée selon les sexes dans l'élaboration des politiques gouvernementales! L'appel traverse, en sous-texte, l'étude dévoilée cette semaine par l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS). Et les représentantes de l'Intersyndicale des femmes qui l'ont commandée en rajoutent: haro sur l'austérité; il est encore temps d'infléchir l'action gouvernementale.

Tous égaux devant l'austérité? Il faudrait plutôt dire que certains, nommément les hommes, sont plus égaux que toutes les autres, concluent les chercheurs Eve-Lyne Couturier et Simon Tremblay-Pépin dans *Les mesures d'austérité et les femmes: analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008*. Ils révèlent que ces mesures font subir aux femmes des compressions de 3,1 milliards de dollars de plus qu'aux hommes, sur un total de 23 milliards.

Même du côté de la relance qui a suivi la crise de 2008, les hommes récoltent deux fois plus de bénéfices (7,2 milliards de dollars) que leurs vis-à-vis (3,5 milliards). Les gouvernants avaient pourtant répété que leurs politiques n'étaient pas discriminatoires, qu'elles étaient «neutres» et «technocratiques», comme le souligne l'étude.

«Elles sont peut-être neutres dans leurs intentions, mais pas dans leurs effets réels», résume la chercheuse Eve-Lyne Couturier, qui cosigne le rapport de l'IRIS avec Simon Tremblay-Pépin.

En chiffrant l'impact plus important de l'austérité sur les femmes, l'étude démontre donc du même coup que le sacro-saint principe d'égalité hommes-femmes, défendu bec et ongles quand il est question de valeurs profondément québécoises, n'est peut-être qu'un mirage culturel à l'ère du néolibéralisme triomphant, obsédé par la croissance économique.

«En 2006, le gouvernement a dit qu'il allait mettre en œuvre l'analyse différenciée selon les sexes [dans l'élaboration de ses politiques], mais il n'y a pas eu de suite», explique M^{me} Couturier. On se retrouve avec un ministre des Finances qui s'étonne que ses mesures aient plus d'impacts négatifs sur les femmes et favorisent des emplois généralement occupés par des hommes.

«C'est assez majeur comme étude», commente Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec, une des sept organisations membres de l'Intersyndicale des femmes, qui a commandé le rapport à l'IRIS. Ça permet de donner un coup de barre au



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Les femmes sont à la fois touchées comme travailleuses et comme utilisatrices majoritaires des services et des programmes sociaux», souligne la présidente de la CSQ.

gouvernement pour qu'il fasse une priorité de l'égalité hommes-femmes, qui n'est jamais acquise, et qu'il mette fin à ses mesures d'austérité.»

Effets chiffrés et non mesurables

Les chercheurs de l'IRIS ont donc refait les devoirs du gouvernement en appliquant ladite différenciation sexuelle dans l'analyse des politiques post-crise économique. Après avoir cerné les contours de l'austérité, réponse typiquement néolibérale à la crise, pour confirmer qu'on est en plein dedans, ils ont analysé 109 actions de relance et 83 mesures d'austérité mises en œuvre au Québec depuis 2008. Conclusion: les femmes encaissent deux fois moins de bénéfices de la relance et subissent plus de compressions. Si la crise économique a d'abord touché les hommes — en heurtant de plein fouet l'entreprise privée — la relance les a concernés au premier chef en misant sur les ressources naturelles et les infrastructures, souligne l'étude. Et l'austérité les a encore favorisés, au détriment des femmes, en coupant dans les secteurs qu'elles occupent en majorité.

Au pays de l'austérité, «tout l'argent qu'on met dans le secteur privé, c'est de l'investisse-

ment, et tout ce qui va dans le secteur public, c'est considéré comme des dépenses», note M^{me} Couturier. Pour réduire les dépenses, c'est donc là qu'on agit. Vu que c'est un secteur à 75% occupé par des femmes, ça les touche davantage que les hommes». Une «ségrégation occupationnelle» reconnue par l'OCDE.

«Les coupes effectuées dans le secteur public ont bien d'autres effets négatifs plus difficiles à mesurer sur les femmes», écrivent les chercheurs de l'IRIS. Ils citent notamment la difficulté à retrouver un emploi bien rémunéré et assorti de bonnes conditions, les répercussions négatives sur les services à la population, en s'appuyant sur plusieurs études internationales.

Ces études «montrent que les femmes font encore la majorité des tâches domestiques. Or,

Le sacro-saint principe d'égalité hommes-femmes n'est peut-être qu'un mirage culturel à l'ère du néolibéralisme triomphant

quand la sphère publique se débarrasse de ses responsabilités collectives, ça retourne dans la sphère privée, donc dans la double tâche des femmes», explique M^{me} Couturier.

«Les femmes sont à la fois tou-



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

«Les coupes effectuées dans le secteur public ont bien d'autres effets négatifs plus difficiles à mesurer sur les femmes», écrivent les chercheurs de l'IRIS. Ils citent notamment la difficulté à retrouver un emploi bien rémunéré et assorti de bonnes conditions.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Même du côté de la relance qui a suivi la crise de 2008, les hommes récoltent deux fois plus de bénéfices (7,2 milliards de dollars) que leurs vis-à-vis (3,5 milliards).

chées comme travailleuses et comme utilisatrices majoritaires des services et des programmes sociaux», souligne la présidente de la CSQ.

Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), voit déjà chez ses membres des effets liés aux augmentations de tarifs dans les CPE. «Beaucoup de jeunes mères qui travaillent déjà à temps partiel remettent en question la venue

d'un deuxième enfant», dit-elle.

Pour Manon Therrien, du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), l'impact est direct, alors que certains membres ont vu leur poste aboli dans les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou du Conseil du statut de la femme.

«Ces gens doivent se trouver un nouvel emploi. Or il n'y a pas tant de postes aussi spécialisés dans les régions», dit-elle. Le rapport de l'IRIS signale qu'en Europe cette perspective d'une dévalorisation professionnelle a même entraîné «un certain retour à la maison des femmes».

Un choix que les compressions combinées dans d'autres sec-

teurs (aidants naturels, CPE, etc.) risquent de favoriser.

«Si on persiste dans cette voie-là, ça va être un recul majeur pour les femmes, sur des années d'acquis difficiles à retrouver», conclut M^{me} Chabot, de la CSQ.

Pour Régine Laurent, de la FIQ, le message qu'envoie le gouvernement, à la lumière de cette étude, est sans équivoque: «Les femmes, envoyées à la maison!» Et le long soupir qui s'ensuit traduit à la fois l'exaspération et la ferme intention de se retrousser doublement les manches au cours des prochains jours et semaines.

Collaboratrice
Le Devoir

Mireille, Catherine, Lynn, Marie-Carmel et Suzanne soulignent le 75^e anniversaire de l'accession des femmes au droit de vote au Québec



8 MARS
2015

BONNE JOURNÉE
INTERNATIONALE DES FEMMES!

APTS Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux

Le 8 mars, tous les jours

Fondée en 1977, l'Intersyndicale des femmes réunit 230 000 membres affiliées à sept organisations: l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux, la Centrale des syndicats du Québec, la Centrale des syndicats démocratiques, la Fédération autonome de l'enseignement, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec et le Syndicat de professionnelles et de professionnels du gouver-

nement du Québec. Cette alliance réalise des analyses et mobilise les femmes du milieu syndical pour plusieurs enjeux, notamment les droits parentaux, le harcèlement psychologique et la conciliation famille-travail. Une rencontre est prévue le 13 mars avec la ministre responsable de la condition féminine, Stéphanie Vallée, pour lui faire part des revendications de l'alliance. D'ici là, place à la manifestation du 8 mars, Femmes en marche pour l'égalité — solidaires contre l'austérité.

Adèle Labrèche-Michaud, Lise Prescott et Francine Harel-Giasson ont convaincu le maire Drapeau, en 1984, d'honorer Marguerite Bourgeoys, première institutrice de Ville-Marie et fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame, par un monument et une place juste à côté de l'hôtel de ville de Montréal.

Aujourd'hui, pour que la place des femmes ne tombe pas sous le niqab, baptisons le futur pont qui enjambera le Saint-Laurent:

Pont Hélène et Samuel de Champlain.

Ligue des femmes du Québec fondée en 1957 tél. : 514-527-1176

JOURNÉE DES FEMMES

L'égalité... tout le monde y gagnerait !

CLAUDE LAFLEUR

L'atteinte de l'égalité hommes-femmes est un important moteur de progrès économique et social, car plus une société tend vers l'égalité, mieux elle se porte. Voilà ce que constate Sylvie Morel, économiste et professeure titulaire au Département des relations industrielles de l'Université Laval. Les recherches montrent en effet que tout le monde gagne à favoriser l'égalité, non seulement les femmes, mais tout aussi bien les hommes et les gouvernements que le secteur privé.

«L'égalité comme vecteur de développement économique et social est un sujet peu connu», indique M^{me} Morel. La recherche de l'égalité est en outre une question brûlante d'actualité, à l'heure où le gouvernement Couillard a pour but de transformer radicalement notre société. Par conséquent, c'est une question dont on devrait sérieusement débattre, estime la chercheuse.

L'égalité... presque atteinte ?

Certains et certaines considèrent qu'on est pratiquement parvenu à l'égalité hommes-femmes, du fait que les femmes se retrouvent désormais sur le marché du travail et ont accès à tous les types d'emploi. Certes, il y a bien encore un certain écart de salaire à combler, observe-t-on, mais l'égalité est atteinte à bien des égards, n'est-ce pas ?

Ce n'est pourtant pas ce que constate l'économiste. «Concrètement, l'égalité s'observe à partir d'indicateurs tels que le sous-emploi et l'emploi à temps partiel», relate Sylvie Morel. Or la prévalence du temps partiel chez les femmes est un phénomène majeur aujourd'hui encore. Il y a aussi ce que les spécialistes appellent la «ségrégation occupationnelle», le fait que les femmes se retrouvent souvent dans un nombre limité d'occupations (et généralement moins bien rémunérées).

Le fait aussi que ce soient elles qui s'occupent davantage des personnes dépendantes à la maison — donc, tout ce qui a trait au partage des tâches domestiques — est un autre indicateur d'inégalité sociale et économique, rapporte M^{me} Morel.

Or il y a maints avantages à ce qu'une société favorise l'égalité hommes-femmes, enchaîne l'économiste, à commencer par le fait qu'on bénéficie alors de l'apport d'une main-d'œuvre qualifiée et diversifiée. «En favorisant l'égalité, on obtient un plus grand apport de compétences, de créativité, etc.», observe Sylvie Morel.

On peut aussi examiner l'impact des politiques d'égalité sur les taux de natalité. Il a ainsi été démontré que les sociétés qui soutiennent davantage les parents, en favorisant notamment la conciliation emploi-famille, voient augmenter leur taux de natalité. «C'est là un bel indicateur de bien-être et de la qualité de l'emploi», note la chercheuse.

Un autre indicateur d'inégalité est la sous-évaluation de la valeur du travail féminin, qui se traduit bien entendu par une rémunération inférieure. Or on observe un écart d'au moins 10% entre les conditions salariales des hommes et des femmes, précise Sylvie Morel. «Supposons donc qu'on règle ce problème par une bonification de la loi sur l'équité salariale et qu'on envoie ainsi un signal clair aux entreprises, ce serait alors une autre façon de générer un impact positif sur le dynamisme économique», relate-t-elle.

Elle observe en outre qu'une société égalitaire offre une économie de services bien plus avantageuse à tout le monde qu'une société inégalitaire. C'est notamment ce qui se passe dans les pays scandinaves, qui mettent en place une foule de mesures et de programmes sociaux, contrairement aux pays anglo-saxons, qui sont davantage portés vers le libre marché et l'entreprise privée.

«Ça, c'est assez fascinant à observer», déclare-t-elle avec enthousiasme. Ainsi, les sociétés qui octroient des services à l'ensemble de leur population développent par le fait même des emplois de qualité, contrairement à



ÉRIC SAINT-PIERRE LE DEVOIR

Un autre indicateur d'inégalité est la sous-évaluation de la valeur du travail féminin, qui se traduit bien entendu par une rémunération inférieure. Or, on observe un écart d'au moins 10% entre les conditions salariales des hommes et des femmes, précise Sylvie Morel.



MICKAËL MONNIER LE DEVOIR

Il y a maints avantages à ce qu'une société favorise l'égalité hommes-femmes, convient l'économiste Sylvie Morel, à commencer par le fait qu'on bénéficie alors de l'apport d'une main-d'œuvre qualifiée et diversifiée. «En favorisant l'égalité, on obtient un plus grand apport de compétences, de créativité, etc.»

celles qui nivellent par le bas.»

«C'est tout à fait remarquable, de poursuivre la professeure au Département des relations industrielles de l'Université Laval, de voir une structuration tout à fait différente entre le modèle anglo-saxon et le modèle nordique. En favorisant une économie de services publics, on génère un développement par le haut plutôt que par le bas, ce qui propulse l'ensemble de l'économie» au profit, pourrait-on ajouter, des femmes et des hommes.

«On casse la baraque!»

Pour Sylvie Morel, il y a donc de grands écarts économiques et sociaux entre les sociétés qui favorisent l'égalité hommes-femmes et celles qui visent essentiellement la rentabilité et l'équilibre budgétaire. «Il faut qu'on y réfléchisse sérieusement», dit-elle, et qu'on analyse tous les aspects liés à cette thématique.»

À l'heure actuelle, la situation des femmes est à risque, poursuit-elle, à cause de l'orientation du gouvernement Couillard. «Les risques sont très élevés, insiste-t-elle, parce qu'en mettant l'accent sur l'équilibre budgétaire, sans considérer l'impact à tous les niveaux que cela peut occasionner, on fera en sorte que les femmes seront parmi les premières à ressentir l'impact négatif des politiques gouvernementales.»

Comme tout le monde, M^{me} Morel observe qu'actuellement «on casse la baraque» à tous les échelons: dans les régions, dans les politiques sociales, en emploi, en santé, en éducation, etc., et ce, sans en avoir préalablement analysé les conséquences désastreuses.

«Réfléchir aux questions d'égalité permettrait de renouveler le débat sur la façon dont on vit en société», poursuit-elle. Cela réactiverait des enjeux qui sont passés à la trappe à l'heure actuelle, dans un contexte où on a l'impression que tout ce qui compte, ce sont des équilibres comptables.»

«Mais ne nous y trompons pas», prévient la chercheuse, puisque, derrière la fixation sur le déséquilibre budgétaire, il y a un projet de société», à savoir: l'imposition d'une vision qui va à l'encontre de l'ensemble de ce qui s'est fait au Québec depuis des décennies et au sujet duquel on ne fait aucun questionnement préalable.

Collaborateur
Le Devoir

8 mars 2015
Journée internationale
des femmes

Imaginez l'égalité !

Le **Conseil du statut de la femme**
en action avec les femmes du Québec !

Tourné vers l'avenir et animé par le désir d'améliorer les conditions de vie des femmes, le Conseil poursuit plusieurs travaux autour d'enjeux actuels qui touchent la vie des femmes et des hommes d'ici.

Partage du congé parental

Agressions sexuelles

Sexualité et vie amoureuse des adolescentes

Place des femmes en politique

Mères porteuses

Plus que jamais, il est nécessaire de **poursuivre le travail** de promotion et de défense des **droits des Québécoises** pour l'atteinte d'une **réelle égalité**.

www.placealegalite.gouv.qc.ca

Conseil du statut
de la femme
Québec

JOURNÉE DES FEMMES

COMPRESSIONS GOUVERNEMENTALES

Les groupes de femmes écopent

RÉGINALD HARVEY

La Fédération des femmes du Québec (FFQ) forme de nos jours un mouvement diversifié au sein duquel est regroupée toute une panoplie de groupes de femmes du Québec. Pour sa part, le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec réunit des membres en provenance de 17 régions administratives. Ces gens-là sont malmenés par la gouvernance actuelle.

Alexa Conradi occupe la fonction de présidente de la fédération depuis 2009 et quittera son poste en 2015 après avoir rempli trois mandats. Quel regard pose-t-elle aujourd'hui sur ce mouvement historique? «*On se donne les moyens pour être toujours à l'affût et à l'avant-plan des enjeux que rencontrent les femmes. Nos membres se diversifient au fil des années.*»

Que sont-ils devenus? «*Au tout début, ils venaient d'une certaine classe sociale et d'un certain milieu. Maintenant, ils sont en provenance de toutes sortes de classes et leurs origines sont multiples. Il y a des femmes hétérosexuelles et d'autres qui sont lesbiennes; les âges sont variables. Il y en a qui œuvrent dans des milieux très différents: certaines travaillent auprès de femmes victimes de violence conjugale, d'autres sont des militantes auprès de personnes non syndiquées dans des secteurs d'emplois précaires et d'autres encore se penchent sur la sexualité et la santé.*»

Elle pose ce regard sur cette organisation à caractère hétéroclite: «*La FFQ se veut un reflet de la société québécoise; il s'y déroule des débats vigoureux qui engendrent parfois des consensus et, en d'autres occasions, ils soulèvent des passions et font naître des divisions.*» Sur le plan des coupes qui frappent ces divers groupes, «*il n'y a pas vraiment de controverse dans nos rangs quant à savoir si l'austérité a un impact particulier sur les femmes: c'est entendu comme une réalité qui suscite*



GUNTHER GAMPER

«*Il y aura en région un manque de la contribution des connaissances en condition féminine sur le plan des décisions politiques touchant le développement social, économique et culturel; une expertise se perd*», explique la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Alexa Conradi.

des effets négatifs». L'égalité hommes-femmes est malmenée: «*Le tiers des travailleuses trouve de l'emploi auprès de l'État qui supprime actuellement un ensemble de ses programmes et services. On coupe aussi des subventions dans les groupes de femmes et dans les organismes communautaires. Nombre de ces mesures sont appliquées dans des secteurs à prédominance féminine, là où elles entraînent des pertes*

d'emploi ou des reculs sur le plan des conditions de travail.»

On coupe les vivres tous azimuts

Alexa Conradi déplore que plusieurs groupes de femmes soient victimes actuellement de coupes sévères dans les allocations budgétaires qu'ils recevaient de l'appareil gouvernemental. Elle cite entre autres le Réseau des tables régionales, dont le budget prévu

a fondu: «*Du fait que le gouvernement décide de détruire la plupart des lieux de concertation régionale par manque de financement, la majorité de ces tables passeront de trois travailleuses à une seule d'ici la fin du mois de mars.*» Elle mesure les conséquences prévisibles d'une telle mesure: «*Il y aura en région un manque de la contribution des connaissances en condition féminine sur le plan des décisions politiques*

«*Il y a toute la question du projet annoncé de la fusion des commissions scolaires. Mine de rien, il s'agit de la seule instance électorale au Québec où les femmes ont atteint la parité de représentation; on touche là une forme de gouvernement où elles sont paritaires.*»

Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec

touchant le développement social, économique et culturel; une expertise se perd.»

Le réseau québécois d'action pour la santé des femmes est pareillement affecté: «*Il a subi des coupes importantes; son personnel a été réduit à deux personnes plutôt que sept ou huit dans le passé, ce qui a évidemment un impact sérieux sur le travail qu'elles accomplissaient, par exemple sur les conséquences de l'utilisation des produits pharmaceutiques et de l'environnement sur la santé des femmes.*» La Fédération des femmes qu'elle dirige n'a pas été épargnée, tant sur le plan fédéral que provincial: «*Il y a quatre ans, on était sept travailleuses permanentes et on disposait toujours d'un certain budget pour utiliser les services de contractuelles; nous ne sommes plus que quatre pour une organisation qui a des assises partout au Québec et qui traite l'ensemble des dossiers en condition féminine.*»

Le couperet en d'autres lieux

Blanche Paradis coordonne, à partir de Saint-Jérôme, les activités du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, dont elle trace ce portrait: «*On couvre toutes les régions administratives du Québec, incluant la Baie-James. On retrouve dans notre mouvement plus de 400 groupes de femmes présents sur ce territoire. En fait, c'est tout ce qui bouge en condition féminine et en féminisme se réunissant autour d'une même table dans les régions.*»

Elle signale de son côté une série de coupes budgétaires qui affectent les femmes: «*Il y a d'abord les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation qui ont fermé, ce qui a entraîné la suspension du concours «Chapeau, les filles!», qui était coor-*

donné par ceux-ci.» Une telle initiative valorisait la diversification du choix des carrières possibles pour les femmes, et c'était aussi un endroit où il y avait un programme en parcours innovateurs pour celles-ci. Tout cela s'est arrêté.

Elle sert un autre exemple mal connu: «*Il y a toute la question du projet annoncé de la fusion des commissions scolaires. Mine de rien, il s'agit de la seule instance électorale au Québec où les femmes ont atteint la parité de représentation; on touche là une forme de gouvernement où elles sont paritaires.*» Entre de plus en ligne de compte la fermeture des bureaux régionaux du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion: «*Evidemment, cette mesure va atteindre directement l'intégration à la société de toutes les femmes immigrantes.*»

Blanche Paradis cite encore à titre d'exemple la fermeture des quatre bureaux régionaux restants du Conseil du statut de la femme: «*Il y en a déjà eu 15, et c'est une perte d'expertise pour chacune des régions.*» L'inventaire ne s'arrête pas là et la coordonnatrice ajoute à la liste le couperet qui a amputé de moitié son faible budget de un million de dollars pour le programme «*À égalité pour décider*», qui favorisait l'accès des femmes aux instances décisionnelles. Elle déplore du même souffle les coupes dans les programmes d'aide aux milieux dévitalisés, «*qui donnaient un peu d'air aux citoyens et aux citoyennes parmi les plus pauvres du Québec; les femmes et les enfants habitant dans ces municipalités sont particulièrement touchés.*»

Collaborateur
Le Devoir

Femmes en marche pour l'égalité

Pour des services publics accessibles et de qualité

Femmes debout Solidaires contre l'austérité

www.spgq.qc.ca

Syndicat de professionnelles et professionnelles du gouvernement du Québec

SPGQ

Le Collectif 8 mars, Huguette Latulippe / Promotions inc. Illustration: Virginie Egger

« Au SCFP, on lutte pour l'avancement de toutes les femmes! »

— Lucie Levasseur, présidente du SCFP-Québec

Femmes en marche pour l'égalité, solidaires contre l'austérité!

SCFP
Syndicat canadien de la fonction publique

scfp.qc.ca
@SCFPQuebecInfos

SCFP-Québec Infos
SCFPQuebecInfos

Relais femmes

La conjugaison des efforts de chercheuses, de groupes communautaires autonomes, de politicien-nes et de fonctionnaires convaincues a permis au mouvement des femmes québécois de se démarquer.

Cette collaboration a mené à d'importants gains en matière d'égalité.

AUJOURD'HUI, LES MESURES D'AUSTÉRITÉS VIENNENT REMETTRE EN CAUSE LA PLACE DE L'ÉGALITÉ DANS NOS CHOIX DE SOCIÉTÉ.

Pour Relais-femmes, l'économie doit être au service de l'égalité.

www.relais-femmes.qc.ca
www.facebook.com/RelaisFemmes

JOURNÉE DES FEMMES

FEMMES AUTOCHTONES

L'urgence d'agir contre la violence et l'impunité

Si l'égalité de fait entre les hommes et les femmes n'est pas encore devenue une réalité même au Québec, les femmes autochtones sont dans une catégorie à part. En plus de l'énorme violence dont elles-ci sont victimes, la situation laisse place à beaucoup d'indifférence et est souvent accentuée par l'impunité.

MARTINE LETARTE

« Rappelez-vous lors de la disparition de Cédrika Provencher, il y a quelques années, à quel point on voyait sa photo partout dans les médias. Cela n'aurait pas eu lieu si elle avait été autochtone. Les cas de disparition de femmes autochtones ne sont pas médiatisés. » Cette constatation est faite par Viviane Michel, présidente de l'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ).

On a tout de même beaucoup entendu parler dans les médias récemment des nombreux cas de disparition et d'assassinat de femmes autochtones au Canada passés sous silence pendant de nombreuses années. La GRC a même déposé un rapport le printemps dernier sur la question. On y apprenait qu'entre 1980 et 2012, 1017 meurtres de femmes autochtones ont été recensés dans les bases de données policières canadiennes, soit 16% des femmes victimes d'homicides. C'est quatre fois plus que le pourcentage de femmes autochtones au pays, soit 4,3%.

Qu'en est-il au Québec? Plusieurs femmes autochtones ont été assassinées ou sont disparues. Notamment Maisy Odjick et Shannon Alexander, âgées respectivement de 16 et 17 ans, vues pour la dernière fois à Maniwaki en 2008. Puis, Tiffany Morrison, disparue en 2006 à 24 ans, dont les restes ont été retrouvés en 2010 sous le pont Mercier.

FAQ réalise une première étude sur le sujet avec des partenaires universitaires.

« Nous faisons un suivi des femmes autochtones assassinées au Québec; c'est une étude qualitative et non quantitative, explique Viviane Michel. Nous nous adressons à leurs proches. Ce qui est grave, c'est que l'impunité existe, et elle ouvre la porte à de la violence gratuite. Les femmes autochtones en sont les meilleures cibles. Toutefois, nous réalisons aussi que de plus en plus de jeunes hommes sont portés disparus. »

Plusieurs recommandations

Un rapport préliminaire vient d'être réalisé et le rapport final doit être prêt cet automne. Déjà, plusieurs recommandations ont été formulées.

Entre autres, FAQ souhaite qu'une stratégie utilisant les médias sociaux soit utilisée pour diffuser les cas de disparition de femmes autochtones.

« Il faudrait que les médias et les corps policiers participent », affirme M^{me} Michel.

L'organisation demande aussi du soutien pour les proches des femmes disparues.

« Plusieurs n'arrivent plus à travailler et on ne leur offre rien après le signalement de la disparition, même pas du soutien psychologique », affirme Viviane Michel.

L'accès au logement est également toujours critique dans plusieurs communautés.

« Nous recommandons que les gouvernements, les leaders autochtones et les communautés collaborent pour élaborer une stratégie pour s'assurer qu'aucune situation à risque n'est causée par un manque d'accès au logement, affirme M^{me} Michel. Cela nous ramène au système social néfaste dans lequel évoluent les communautés autochtones, qui engendre plusieurs grandes problématiques comme de la violence. Il faut mettre l'accent sur les services offerts aux hommes et aux femmes. »

Ce travail est un début, mais il n'en demeure pas moins que pour FAQ, il y a nécessité de tenir une commission d'enquête publique et indépendante sur le phénomène des femmes autochtones disparues ou assassinées. Et l'organisation veut que les femmes autochtones soient impliquées dans le processus.

« Nous voulons que ce soit fait pour nous et par nous », affirme Viviane Michel.

Amnistie internationale vient d'ailleurs d'affirmer dans son rapport de 2014-2015 que les peuples autochtones sont confrontés à des violations systématiques de leurs droits et regrette que le gouvernement fédéral refuse d'ouvrir une enquête publique sur les meurtres de nombreuses femmes autochtones, puis de réaliser un plan d'action national pour s'attaquer à la situation.

Soutien féministe

Pour Geneviève Pagé, professeure au Département de science politique à l'UQAM spécialisée dans les questions féministes, il est alarmant de voir que les enjeux des femmes autochtones ne sont pas plus présents dans les médias et dans les préoccupations des gens en général.

« Des crises comme celle qu'on vit actuellement avec les femmes autochtones disparues et assassinées incitent à se renseigner, à en apprendre davantage sur les enjeux, à se tenir à leurs côtés, à essayer de militer avec elles, dit-elle. Comme féministe, on a beau faire des gains, si ces gains ne sont pas pour toutes les femmes, on n'avance pas vraiment. »

Si les groupes de femmes autochtones et les groupes féministes ont déjà collaboré sur certains enjeux, Geneviève Pagé remarque que la relation s'est transformée dans les dernières années.

« Par exemple, FAQ a déjà été membre de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), mais il ne l'est plus: ils ont plutôt signé une entente de partenariat, explique-t-elle. La nature des liens a changé et c'est un travail de nation à nation. On ne considère plus les femmes autochtones comme un sous-groupe. »

Cette relation nation à nation n'est pas une question symbolique, et cela ne signifie pas non plus qu'elles ne partagent pas de points communs dans leurs luttes.

« Toutefois, le contexte est différent, affirme M^{me} Pagé. La violence par exemple ne se vit pas exactement de la même manière et les solutions ne sont pas toujours les mêmes. Parfois, c'est plus difficile à accepter pour les féministes. Par exemple, avec la violence conjugale dans les communautés autochtones, quitter le domicile n'est pas évident avec la crise du logement. Souvent, cela mènerait les femmes à quitter leur communauté, ce qui n'est pas une option pour plusieurs d'entre



FRED CHARTRAND LA PRESSE CANADIENNE

L'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ) souhaite qu'une stratégie utilisant les médias sociaux soit utilisée pour diffuser les cas de disparition de femmes autochtones.

elles. Elles se retrouveraient isolées. Ce qui fonctionne pour nous ne fonctionnera pas nécessairement dans un autre contexte et on ne peut pas imposer des solutions. »

Les communautés autochtones vivent aussi plusieurs autres problématiques, comme de la violence coloniale.

« Et cette violence n'est pas qu'historique, elle est aussi contemporaine avec leurs luttes pour protéger leur accès à leurs terres et la qualité de celles-ci, précise Geneviève Pagé. C'est leur mode de survie qui est remis en question. Les femmes autochtones doivent prioriser leurs enjeux

et nous devons être à leur écoute, solidaires. »

L'UQAM a d'ailleurs développé un cours sur les femmes autochtones et leurs enjeux contemporains en collaboration avec FAQ. Il se donne pour la première fois cet hiver.

« Une collaboration a lieu aussi pour la mise sur pied du 7^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie en août prochain, précise M^{me} Pagé. Plusieurs conférencières autochtones seront à l'honneur. »

Collaboratrice
Le Devoir

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ

FEMMES SOLIDAIRES CONTRE L'AUSTÉRITÉ 8 MARS

CSN

f t v refusons.org

L'A SOUS TOUTES MO SES COUTURES UR

PLUS QU'UN MOIS!

ROBES DE MARIÉE DU MUSÉE McCORD

JUSQU'AU 12 AVRIL 2015

MUSÉE McCORD



Ndion politique a toujours été solidaire de celles et de ceux aspirant à la pleine égalité entre les hommes et les femmes. D'une génération à l'autre, cette cause fondamentale n'a cessé de récolter des appuis. Les femmes se sont élevées à des niveaux supérieurs, et ce, dans tous les domaines. Au Québec, elles savent maintenant qu'elles n'ont pas à imposer de limites à leurs ambitions.

En cette Journée internationale de la femme, je me joins à toute la population pour rendre hommage à chacune d'elles.

Stéphane Bédard, député de Chicoutimi et chef de l'opposition officielle



JOURNÉE DES FEMMES

FUTURE POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

Les immigrantes veulent se faire entendre

MARIE LAMBERT-CHAN

Les femmes immigrantes ne l'ont jamais eu facile et leur situation ne s'améliore pas. Elles maîtrisent moins le français, sont moins présentes sur le marché du travail, occupent des emplois au bas de l'échelle et sont moins bien rémunérées. « On a l'impression que l'égalité entre les hommes et les femmes prônée au Québec ne s'applique pas quand il s'agit de personnes immigrantes », déplore Yasmina Chouakri, vice-présidente par intérim et ancienne présidente du Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ).

En février, l'organisme a publié une longue lettre ouverte où il réclame une meilleure prise en compte des besoins des femmes dans les politiques et les programmes d'immigration et d'intégration, de même qu'un financement adéquat pour lutter contre les inégalités dont elles souffrent. Signée par plus d'une vingtaine de groupes de défense des droits des femmes, la lettre se veut un moyen de se faire entendre par le gouvernement québécois, qui tient actuelle-

Le taux d'emploi des femmes immigrantes demeure inférieur à celui des femmes natives, soit 49,4% contre 57,7%

ment des consultations publiques pour son projet de nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion. « À notre connaissance, aucun organisme de femmes immigrantes n'y a été invité », explique M^{me} Chouakri. Le RAFIQ demande au gouvernement de mettre en œuvre une véritable « analyse différenciée selon les sexes », qu'on appelle communément ADS, une approche qui intègre les différences entre les hommes et les femmes au cours de l'élaboration de politiques, de programmes ou de toute autre mesure. Si le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion fait déjà des efforts dans ce sens, tout reste encore à faire, selon Yasmina Chouakri. « Le gouvernement ventile toutes sortes de statistiques pour mettre en relief les disparités hommes-femmes, ce qui demeure important, constate-t-elle. Mais il ne propose rien de concret pour y remédier. »

Yasmina Chouakri donne en exemple les problèmes de francisation qui accablent les femmes immigrantes, qui sont moins nombreuses que les hommes à maîtriser la langue de Molière. Les données gouvernementales en font clairement état. « On devrait mettre en place des mesures spécifiques pour les aider à apprendre la langue, par exemple en offrant des horaires de cours plus flexibles aux femmes qui ont des obligations parentales, dit-elle. Or, ce n'est pas le cas. » Si le gouvernement opérait de tels changements, il devrait réviser ses budgets en conséquence, ajoute la vice-présidente par intérim. « Ça ne veut pas dire d'accorder plus d'argent, mais de le répartir différemment pour réduire les inégalités », dit-elle.

Accès difficile au marché du travail

Le taux d'emploi des femmes immigrantes demeure inférieur à celui des femmes natives, soit 49,4% contre 57,7%. La situation est d'autant plus préoccupante aux yeux du RAFIQ que les immigrantes occupent les emplois féminins les plus précaires, à savoir les services aux personnes — particulièrement les services de garde — et les postes manufacturiers.

« Pourtant, les femmes immigrantes sont plus scolarisées qu'avant et elles ont été sélectionnées sur ce critère, remarque Yasmina Chouakri. Mais comme la reconnaissance de leurs acquis et



Le RAFIQ espère que ses demandes seront entendues, « car les femmes immigrantes vivent des réalités qui sont indignes d'un pays développé prônant fièrement la valeur de l'égalité hommes-femmes », assure la vice-présidente par intérim et ancienne présidente du Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ), Yasmina Chouakri.

de leurs compétences reste très difficile, elles se ruent sur des emplois d'éducatrice en garderie. C'est terrible parce que les féministes ont tout fait pour que les femmes sortent des métiers traditionnellement féminins. Nous sommes très heureuses pour les femmes québécoises qui explorent d'autres horizons, mais il n'est pas normal que les femmes immigrantes soient désormais majoritaires dans ces emplois. Cela démontre qu'il y a un problème de discrimination structurelle. »

Pour renverser la tendance, le RAFIQ suggère de multiplier les stages dans les entreprises en lien avec les compétences des femmes immigrantes. « Elles pourraient ainsi continuer d'évoluer dans leur domaine, sans avoir à retourner sur les bancs d'école et à s'endetter », observe M^{me} Chouakri.

Des immigrantes en situation précaire

Avant même d'arriver au Québec, les femmes immigrantes sont mises en situation d'échec, ne serait-ce que par leur statut d'immigration. « Elles sont surreprésentées dans les catégories les plus précaires, une situation à corriger d'urgence », décrie Yasmina Chouakri. Par exemple, entre 2007 et 2011, elles étaient 30 970 à être admises avec le statut de « regroupement familial » contre 20 405 hommes. Gérée par le gouvernement fédéral, cette catégorie implique que les immigrants sont parrainés par un membre de la famille qui est citoyen ou résident permanent du Canada.

« Cela met les femmes, qu'elles soient épouses ou filles du parrain, dans une grande situation de vulnérabilité », explique la vice-présidente par intérim du RAFIQ. Elles doivent cohabiter pendant deux ans avec leur parrain pour obtenir la résidence permanente. Ainsi, même si elles sont victimes de violence, elles hésitent à partir. « Cette période conditionnelle de deux ans est inacceptable et devrait être abolie, et si elle ne peut l'être, les femmes devraient au moins être mieux informées de leurs droits dès leur arrivée », déclare M^{me} Chouakri.

Le RAFIQ espère que ses demandes seront entendues, « car les femmes immigrantes vivent des réalités qui sont indignes d'un pays développé prônant fièrement la valeur de l'égalité hommes-femmes », conclut Yasmina Chouakri.

Collaboratrice
Le Devoir



Avant même d'arriver au Québec, les femmes immigrantes sont mises en situation d'échec, ne serait-ce que par leur statut d'immigration. « Elles sont surreprésentées dans les catégories les plus précaires, une situation à corriger d'urgence », décrie Yasmina Chouakri.

Choisir les études féministes

L'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM offre une formation unique assurée par des spécialistes engagées dans les débats contemporains.

Programme
Certificat en études féministes

Concentrations

- Concentration de 1^{er} cycle en études féministes
- Concentration de 2^e cycle en études féministes
- Concentration de 3^e cycle en études féministes

Les concentrations, intégrées à l'intérieur de plusieurs programmes disciplinaires, mènent à une attestation en études féministes en sus du diplôme de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat.

Information

Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
514 987-6587
iref@uqam.ca

UQAM

www.iref.uqam.ca

Intersyndicale des femmes

Plus de 300 000 travailleuses se mobilisent contre l'austérité!

FEMMES EN MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ



SOLIDAIRES CONTRE L'AUSTÉRITÉ!

Le Collectif 8 mars

8 mars 2015

JOURNÉE DES FEMMES

7^E CONGRÈS INTERNATIONAL DES RECHERCHES FÉMINISTES DANS LA FRANCOPHONIE

Le féminisme conjugué au pluriel

Le 7^e Congrès international des recherches féministes dans la Francophonie se tiendra du 24 au 28 août prochains à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Pendant cinq jours, l'événement rassemblera plus de 600 personnes venues des quatre coins de la Francophonie. On y discutera non pas du féminisme, mais des féminismes.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

C'est sur le thème « Penser Créer Agir les féminismes » que se tiendra le Congrès. « On est presque surprises de l'attrait qu'a suscité le congrès. Pour le moment, on a reçu au-delà de 90 propositions de colloques », nous dit Francine Descarries, professeure au Département de sociologie de l'UQAM, qui est aussi directrice scientifique du Réseau québécois en études féministes, le RéQEF. Mais c'est à titre de membre du comité de planification et de coordination du congrès que M^{me} Descarries a accepté de répondre à nos questions. Même si pour l'instant la programmation finale n'est pas encore disponible, elle promet d'être du plus grand intérêt puisqu'on compte déjà 550 personnes inscrites à titre de communicatrices ou d'organisatrices d'événements.

Les études féministes rassemblent tous les genres disciplinaires ou théoriques de réflexion qui visent à transformer la condition des femmes dans la société ainsi que l'avancement scientifique des connaissances. Comme on peut le constater, la question est vaste et les manières de l'aborder sont nombreuses, mais ici, au Québec, nous le faisons de façon tout à fait distincte : « On ne conçoit pas la pensée féministe comme univoque. Ici, elle s'est développée avec une approche très dynamique entre la construction théorique et la construction artistique puisque plusieurs artistes féministes contribuent à notre réflexion. Mais la grande spécificité québécoise se situe dans l'articulation entre le milieu de la pratique et les universitaires, et ça, on y tient beaucoup. » Quand on y regarde de plus près, le congrès s'organisera selon trois axes thématiques qui reflètent cette spécificité.

La transmission des savoirs féministes

Historiquement, l'histoire des sciences s'est développée sans les femmes. Les études féministes introduisent une nouvelle perspective en tenant compte du point de vue des femmes. « Dans les années 1970, on a eu besoin de faits, de données sur les femmes. C'est l'époque des premières grandes études sur la participation des femmes sur le marché du travail. Ces études démontraient la place de femmes dans la société et les rôles qu'elles ont été obligées de jouer et ceux dont elles étaient exclues. Ensuite, on a fait une réflexion plus épistémologique, plus théorique sur l'androcentrisme de la science », rappelle Francine Descarries. Au fil des avancées scientifiques, l'analyse est devenue plus critique et c'est ce qu'on a nommé le féminisme radical. Un féminisme qu'il ne faut pas confondre avec l'image « des écervelées qui auraient brûlé leurs soutiens-gorge sur la place publique, ce qui relève de la légende urbaine ». Avec la transformation de la situation des femmes, « on s'est aperçu qu'il n'était plus suffisant de poser un regard univoque sur la vie des femmes et que les rapports de genres ne permettaient pas de donner toute l'explication. Depuis les années 1990, les études féministes se sont ou-

« La grande spécificité québécoise se situe dans l'articulation entre le milieu de la pratique et les universitaires, et ça, on y tient beaucoup »

Francine Descarries, professeure au Département de sociologie de l'UQAM

vertes à des regards plus holistiques et plus politiques aussi puisqu'aujourd'hui on parle d'intersectionnalité des rapports de pouvoir et des regards qui prennent en compte l'ensemble des facteurs sociaux qui affectent la vie des femmes ». À ce titre, les études féministes ont contribué à bousculer les paradigmes de la science.

Tout naturellement, on trouve comme premier axe thématique du congrès la contribution des recherches féministes de langue française à l'avancement des connaissances. Traditionnellement, la sociologie et l'anthropologie ont été les disciplines fondatrices des recherches féministes, mais aujourd'hui elles investissent tous les domaines de la science et du savoir, que ce soit dans l'espace scientifique, artistique ou militant. On cherchera donc à comprendre, entre autres, les liens entre théories, créations et pratiques. Mais on se questionnera aussi sur les résistances à la transmission des savoirs féministes, quelles sont-elles, comment se manifestent-elles et comment les dépasser. On s'efforcera de trouver comment mettre à profit la pluralité des études féministes et comment les recherches féministes font avancer différents savoirs ou pratiques historiques. Finalement, on posera la question des enjeux et des défis associés aux rapports entre les recherches féministes et la société civile, l'État et le gouvernement.

Les femmes à l'heure du néolibéralisme et de la globalisation

Parce que le monde est en ébullition, Changement social, égalité, justice et solidarité dans les contextes du néolibéralisme, du néocolonialisme et de la globalisation seront placés sur le second axe du Congrès. « Quand on regarde ce qui se passe ici même au Québec avec le dossier des garderies et dans le monde de l'éducation, on a l'impression qu'on est tiré vers l'arrière, et ce que nous révèle le moment actuel, c'est qu'il n'y a aucune avancée faite par les femmes qui est totalement acquise. »

Depuis une vingtaine d'années, il s'est développé ce qu'on appelle les études post-coloniales : « On a commencé à regarder les effets Nord-Sud sur la vie des femmes, pour



MICKAËL MONNIER LE DEVOIR

Les études féministes rassemblent tous les genres disciplinaires ou théoriques de réflexion qui visent à transformer la condition des femmes dans la société ainsi que l'avancement scientifique des connaissances.

s'apercevoir qu'ils sont à double tranchant; les femmes du Nord ont perdu des emplois à cause de l'exploitation des femmes du Sud et, dans une certaine mesure, le Nord exploite la division sexuelle du travail pour finalement faire des profits sur le dos des femmes. » Au congrès, on tentera de mettre au jour les mécanismes par lesquels nos sociétés produisent et reproduisent de l'inclusion et de l'exclusion, en partant du principe selon lequel le racisme, le sexisme, l'homophobie et les rapports de domination entre catégories sociales ne peu-

vent pas être entièrement expliqués s'ils sont étudiés séparément. Et bien sûr sera aussi abordée la question du comment s'organise la division sexuelle du travail sur les plans local et international.

Le féminisme multiple

Les féminismes d'aujourd'hui ne ressemblent pas au féminisme d'hier, et c'est pourquoi Pratiques féministes, militantisme et mouvement des femmes représentent le troisième axe de réflexion. Les nouveaux médias, Internet et les réseaux sociaux sont venus transformer le mili-

tantisme féministe et sont aujourd'hui des outils incontournables au mouvement des femmes. Comment les différents mouvements féministes se mobilisent-ils, se mettent-ils en réseau, se consolident-ils? Comment les féministes utilisent-elles Internet et les médias sociaux pour actualiser leurs stratégies de lutte, de résistance et de mobilisation? Quelles représentations des femmes sont privilégiées dans les espaces publics et symboliques? Et plus spécifiquement, quelles représentations des féministes les groupes militants privilégient-

ils dans leur matériel? Voilà quelques-unes des questions auxquelles le congrès tentera de répondre.

« Le Québec peut se targuer d'avoir un mouvement de femmes très fort. On a voulu que la pensée féministe émane de la pratique et, dans ce sens, on a eu des féministes avant même que n'existe le féminisme. Mais le militantisme aura toujours sa place et on a encore et toujours besoin de la vigilance du féminisme et des études féministes. »

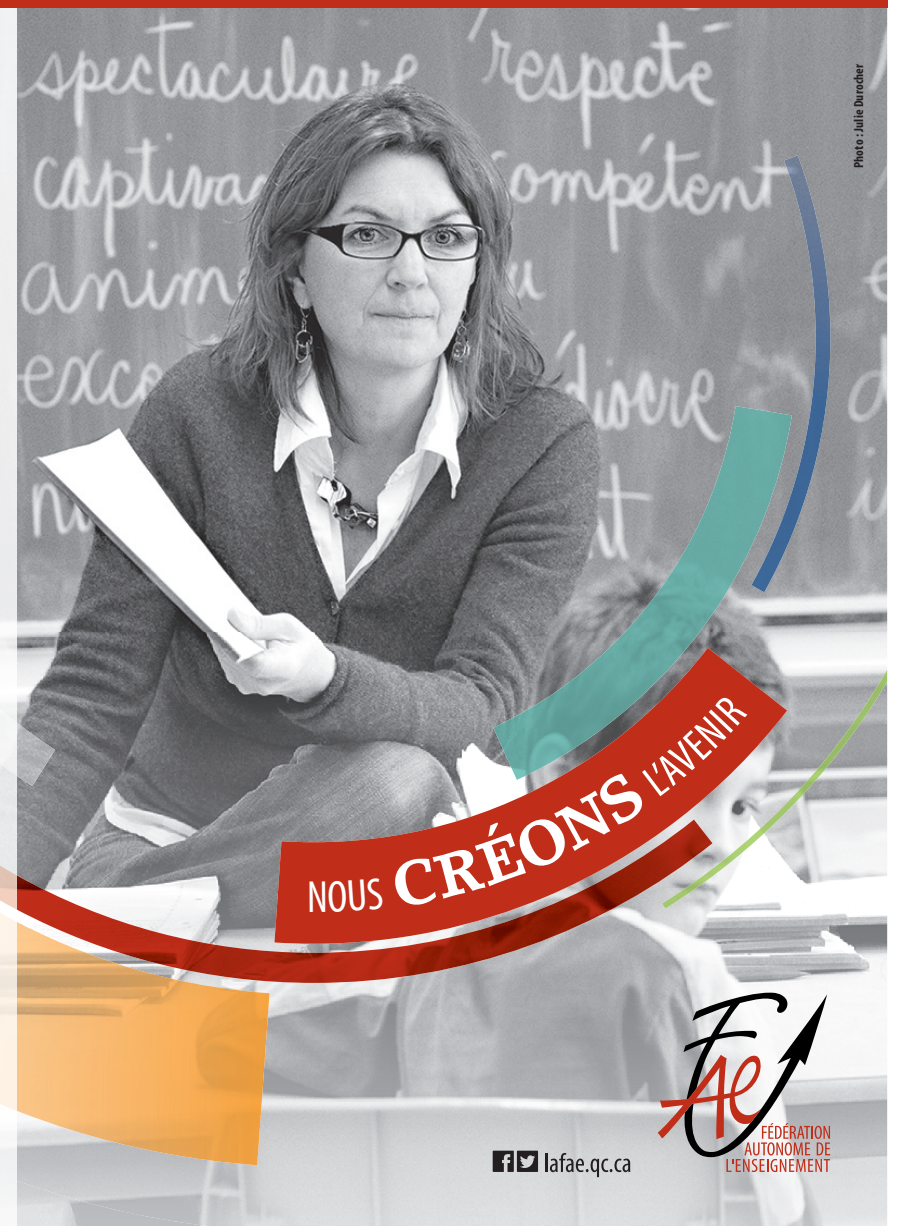
Collaboratrice
Le Devoir

8 mars 2015 – Journée internationale des femmes

L'AUSTÉRITÉ
pénalise les femmes
d'aujourd'hui et
celles de demain.

La FAE, c'est
32 000 membres
dont 24 000 enseignantes
en colère.

MEMBRE DE
Intersyndicale des femmes



lafaec.qc.ca

FAE
FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT

8 mars 2015

FEMMES EN MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ



SOLIDAIRES CONTRE L'AUSTÉRITÉ!

Le Collectif 8 mars

Ça suffit!

Les femmes de la FIQ
se mobilisent contre
l'austérité!

fiq

fiqsante.qc.ca

JOURNÉE DES FEMMES

LE SUFFRAGE FÉMININ SOUFFLE 75 BOUGIES

Un jalon important de l'histoire des femmes

EMILIE CORRIVEAU

Le 25 avril 1940, après plusieurs années de revendications, les Québécoises obtenaient le droit de vote. À l'approche du 75^e anniversaire de l'événement, l'historienne Micheline Dumont ainsi que les comédiennes Béatrice Picard et Janine Sutto se penchent sur ce tournant important de la lutte des femmes.

Au Québec, c'est au début du XX^e siècle que le débat sur le suffrage féminin prend naissance. « On commence à en parler, mais à ce moment-là, c'est vu comme une revendication absolument extrémiste, précise M^{me} Dumont, spécialiste de l'histoire des femmes. Même le premier regroupement féministe canadien est opposé au droit de vote, parce que trop de gens sont contre, en particulier les femmes. »

Une minorité, toutefois, souhaite le suffrage féminin. Aussi, une poignée de Québécoises, surtout des anglophones, se regroupent et fondent en 1913 la *Montreal Suffrage Association*. Ce groupe, qui aspire au droit de vote féminin aux niveaux municipal et fédéral, attendra quatre ans avant de voir certaines de ses ambitions se concrétiser.

« Pendant la Première Guerre mondiale, le premier ministre du Canada, M. Gordon, souhaite imposer la loi sur la conscription. Il lui faut le plus de votes possible. C'est pour cette raison qu'il accorde en 1917 le droit de vote aux Canadiennes, mais seulement à celles qui ont des maris, des pères ou des fils à la guerre. Les femmes, qui étaient jusqu'alors encore hésitantes à demander le droit de vote, ont été extrêmement fâchées de constater que ce n'était pas vraiment à elles qu'on l'accordait. Elles ont manifesté leur mécontentement et, l'année suivante, M. Gordon a accordé le droit de vote à toutes les Canadiennes », relate M^{me} Dumont.

À la suite de cette première victoire, les suffragettes décident d'orienter leur action vers le Québec. Rabrouées par le gouvernement Taschereau, elles poursuivent leur lutte, mais trouvent peu d'écho au sein de la population.

À compter de 1922 et chaque année de 1927 à 1940, des Montréalaises, dont Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain, se rendent à l'Assemblée législative pour rencontrer le premier ministre et exposer la légitimité de leur cause, mais ce, sans succès.

Un long processus

Lorsque les Québécoises ont obtenu le droit de suffrage, Béatrice Picard n'avait que 10 ans. Elevée au sein d'une famille plutôt progressiste, elle se souvient comme si c'était hier de la discussion qu'ont eue ses parents à la suite de cet événement. Bien qu'ayant toujours encouragé ses filles à être indépendantes, comme beaucoup d'hommes québécois, M. Picard s'est montré quelque peu perplexe à l'idée que sa conjointe puisse exprimer une opinion différente de la sienne aux urnes.

« Mon père votait Union Nationale, racontait-elle. Ma mère n'avait pas les mêmes positions. Je me souviens que mon père avait dit à ma mère que son vote allait annuler le sien. Ma mère avait rétorqué que ce n'était pas comme ça que ça fonctionnait. Mes parents ont eu une longue discussion sur le sujet et moi, j'en ai été témoin. Je m'en souviens comme de ma première

vraie réflexion "adulte". Ça a été un déclencheur. Après cela, être indépendante est devenu très important pour moi. Mais ce n'était pas comme ça que ça a pris un temps fou avant que les choses n'évoluent! »

Plus âgée que sa comparse, Janine Sutto avait pour sa part 19 ans lorsque le droit de vote a été accordé aux Québécoises. Comme Béatrice, Janine avait grandi au sein d'une famille fort moderne pour l'époque; sa mère parlait trois langues, avait toujours travaillé et son père n'y voyait aucun inconvénient. Chez elle, le suffrage féminin allait donc de soi.

« Dans notre milieu, les hommes n'y voyaient pas de problème, parce qu'ils ne se sentaient pas en compétition, commente-t-elle. Ils avaient tout, ils n'avaient pas besoin de craindre les femmes! »

Si, en 1940, M^{me} Sutto s'est réjouie de pouvoir voter au même titre que les hommes, à l'époque, c'était surtout sa situation financière qui la préoccupait, et ce n'est que plus tard qu'elle a pris la réelle mesure de l'impact de cette avancée.

« Le droit de vote est arrivé pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le contexte économique et social était vraiment particulier. Plusieurs jeunes femmes étaient pauvres. On pensait beaucoup à ça et à la guerre, parce que c'était ça, notre quotidien. Je suis allée voter dès que j'ai pu le faire, mais ça a pris quelques années avant que ça ne devienne vraiment important dans ma vie. Je crois que ça a été le cas pour plusieurs femmes de ma génération aussi », confie-t-elle.

Micheline Dumont le confirme: « Ce qui était à l'ordre du jour, c'était vraiment l'effort de guerre; les femmes n'ont pas beaucoup célébré leur victoire. Il faudra attendre la fin du conflit mondial avant que des dossiers touchant particulièrement les femmes, comme les droits civils des épouses par exemple, ne deviennent des préoccupations, et ce n'est que très timidement que des groupes ont commencé à en faire des revendications. En fait, ce n'est que plusieurs années plus tard que les choses se sont mises à bouger réellement. »

En maintenant?

Quelque 75 ans après l'obtention du droit de suffrage féminin, selon plusieurs, la femme est aujourd'hui devenue l'égal de l'homme au sein de la société québécoise. Mais pour de nombreux autres, le chemin à parcourir reste encore important. Aux yeux de l'auteure de *Pas d'histoire, les femmes! Réflexions d'une historienne indignée*, la lutte est encore loin d'être terminée.

« Ce n'est pas quand les femmes font ce que les hommes font qu'on a gagné. C'est quand toute la société est transformée. Or, notre société n'est pas du tout transformée! À preuve, toute notre organisation économique est encore construite autour des hommes. »

Malgré tout, l'historienne, comme les deux comédiennes d'ailleurs, affirme être optimiste quant à l'avenir des Québécoises. D'après elle, l'analyse et le discours de la jeune génération de féministes comportent beaucoup d'espoir.

« J'écoute ce que disent les jeunes femmes et j'ai l'impression qu'elles ont compris des choses, confie M^{me} Dumont. Ça me rassure. Par contre, il ne faut pas que leur présence, comme les commémorations d'ailleurs, ne serve qu'à nous reconforter; il faut qu'elles nous servent à prendre conscience de tout ce qu'il nous est encore nécessaire de faire! »

Collaboratrice
Le Devoir

pour dénoncer l'exploitation des femmes au travail, explique Alexa Conradi. Ce sera donc 24 heures d'actions féministes. »

Un événement auquel prendront part les membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), très impliquée depuis ses débuts dans la Marche mondiale des femmes, notamment au niveau de la coordination et de la mise en contact des différents acteurs du Nord et du Sud.

« Ce qui nous plaît dans ce mouvement, c'est que les femmes ne font pas que s'indigner, explique sa coordonnatrice Anne Delorme. Elles ne se posent pas en victimes. Elles s'organisent, elles s'inspirent les unes des autres pour réclamer des droits face à tous ceux qui voudraient les exploiter. »

Durant les sept prochains mois, des actions auront donc lieu d'un bout à l'autre de la province. Une caravane sillonnera notamment tout le Québec au début de l'automne pour soutenir des initiatives locales de résistance au système d'exploitation. Elle terminera sa route le 17 octobre à Trois-Rivières pour un grand rassemblement final qui, espèrent tous les organisateurs, permettra de véritablement sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics.

Dimanche 8 mars à 13 h, départ de la marche organisée par Femmes de diverses origines, place Norman-Bethune, à Montréal, au métro Guy-Concordia.

Collaboratrice
Le Devoir



La Une du journal *Le Devoir* du 26 avril 1940

« Ce n'est pas quand les femmes font ce que les hommes font qu'on a gagné. C'est quand toute la société est transformée. Or, notre société n'est pas du tout transformée! »

Micheline Dumont, historienne



REFUSONS L'AUSTÉRITÉ

CONDITION DES FEMMES

Les mesures d'austérité du gouvernement Couillard ont des impacts dramatiques sur les femmes.

Ça nous concerne tous!

austerite.lacsq.org

MOBILISATION

SUITE DE LA PAGE H 1

sur le problème des femmes autochtones disparues ou assassinées.

« Ça entre totalement dans la thématique du contrôle de nos corps et de nos territoires, estime-t-elle. Nous souhaitons mettre fin à l'indifférence dans ce dossier et obliger le gouvernement fédéral à entreprendre une enquête nationale. Ça fait un an que nous sommes sur ce dossier et on l'attend toujours. Nous avons besoin de toutes les Québécoises et de tout le monde pour le faire avancer. »

Partout dans le monde, les mouvements féministes vont donc se mettre en branle pour dénoncer les conséquences de la mondialisation sur la gent féminine et en appeler plutôt à une mondialisation des solidarités. Car la Marche mondiale des femmes, c'est aujourd'hui cinquante coordinations nationales sur tous les continents, qui chacune à leur manière vont tenter de faire émerger leurs problèmes sur la place publique, et qui à quelques occasions vont voir leurs actions converger. Notamment le 24 avril, date anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, immeuble de Dacca, au Bangladesh, qui abritait plusieurs ateliers de confection travaillant pour diverses marques internationales.

« À la mémoire des victimes, principalement des femmes, entre midi et 13 heures, partout dans le monde, des actions seront organisées